



HAL
open science

À Caen, le “ grand débat ” ne représente ni la population française, ni les “ gilets jaunes ”

Charif Elalaoui, Antonin Girardin, Métilde Havard, Renaud Lariagon, Laura Pauchard, Pauline Seiller, Etienne Walker

► To cite this version:

Charif Elalaoui, Antonin Girardin, Métilde Havard, Renaud Lariagon, Laura Pauchard, et al.. À Caen, le “ grand débat ” ne représente ni la population française, ni les “ gilets jaunes ”. 2019. halshs-03436467

HAL Id: halshs-03436467

<https://shs.hal.science/halshs-03436467v1>

Submitted on 19 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

À Caen, le « grand débat » ne représente ni la population française, ni les « gilets jaunes »

Dans le cadre plus large d'une enquête sociologique sur le mouvement dit des « gilets jaunes », un collectif d'une dizaine de chercheur.es en géographie et en sociologie de l'Université de Caen Normandie s'est rendu aux « réunions d'initiative locale » organisées par le maire de Caen Joël Bruneau (LR) en février-mars 2019. Ces réunions s'inscrivent dans le « grand débat national » initié par le président Emmanuel Macron à compter du 15 janvier 2019, débat censé permettre « à toutes et tous de débattre sur des questions essentielles pour les français¹ ». Si le choix de ces questions – du seul ressort de l'exécutif² – n'est pas l'objet ici, cette promesse de pluralité et de représentativité des opinions exprimées doit être questionnée au vu des profils sociaux et électoraux des participant.es, qui se différencient de plus fortement des « gilets jaunes » auxquels le Président Emmanuel Macron était censé répondre par ce dispositif.

Au-delà de l'observation de certains débats³, deux des quatre réunions organisées au Mémorial de Caen ont fait l'objet d'une passation de questionnaires auprès du public s'y rendant⁴. Au regard des questionnaires, il apparaît que ces débats ont majoritairement réuni, à Caen, des fractions stabilisées de la population. Cela est révélé notamment par une surreprésentation des professions et catégories socioprofessionnelles dominantes que sont les cadres et professions intellectuelles supérieures (13% parmi les participant.es au « grand débat » à Caen contre 9,6% en France selon l'INSEE⁵) et dans une moindre mesure, des professions intermédiaires – 16% contre 13,8%. Les retraité.es, d'ancien.ne.s cadres et professions intermédiaires de la fonction publique pour la plupart, y sont représenté.es encore davantage, constituant 55% de l'échantillon – contre 32,5% au sein de la population française. En lien, le revenu mensuel net moyen déclaré des enquêté.es au Mémorial s'élève à 2 300€ et seuls 9% d'entre elles et eux ont un revenu mensuel net inférieur ou égal au SMIC – soit 1 200€ – ; du point de vue du patrimoine possédé, 60% de l'échantillon est propriétaire d'un logement sans crédit en cours. À l'opposé, les catégories sociales dites populaires apparaissent très largement sous-représentées (3% d'ouvrières et ouvriers et 2% d'employé.es contre 11,8% et 15,3 % pour l'ensemble de la population française en 2018⁶), les inactifs sont rares (quatre étudiant.es et deux sans emploi ont été enquêté.es) et les indépendant.es – agricultrices et agriculteurs exploitant.es mais aussi artisans, commerçant.es et chef.fes d'entreprises – semblent tout simplement absent.es.

Ces profils contrastent ainsi fortement avec ceux des « gilets jaunes » que nous avons pu enquêter depuis novembre 2019 sur plusieurs ronds-points de l'agglomération caennaise et lors des manifestations du centre-ville⁷. Les ouvrières et ouvriers (19% de l'échantillon) et les artisans (3%) y sont surreprésenté.es contrairement aux cadres et professions intellectuelles supérieures (6%) ou intermédiaires (9%). Le revenu mensuel net moyen atteint pour cet ensemble 1 465€, 36% ayant des revenus mensuels nets équivalents ou inférieurs au SMIC et seulement 26% étant propriétaires sans prêt encore en cours.

¹ <https://granddebat.fr/>

² Rappelons ici que la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), Autorité Administrative Indépendante (AAI) chargée en France de veiller à la participation du public en matière d'aménagement notamment, a été écartée début janvier 2019 de l'organisation du « grand débat national » par le gouvernement.

³ Il s'agissait des sessions « L'organisation de l'État et des services publics » et « La démocratie et la citoyenneté », s'étant tenues les 4 et 25 février. L'économie des échanges et la circulation de la parole entre les participant.es, quoique riches en enseignements, ne feront pas ici l'objet d'un développement.

⁴ Les 4 février lors de la première réunion d'initiative locale et le 11 mars lors de la dernière, qui portait sur « La transition écologique ». 68 questionnaires ont pu être exploités, portant tant sur les motifs ayant conduits les enquêté.es à participer au « grand débat national » à Caen que sur leur éventuel engagement au sein du mouvement des « gilets jaunes », différentes caractéristiques sociales étant de plus interrogées (sexe, âge, profession, lieux de résidence et de travail, mobilités, vote...).

⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381478>

⁶ *ibidem*

⁷ À ce jour, 247 questionnaires ont été renseignés entre le 24 novembre 2018 et le 2 mars 2019 auprès de « gilets jaunes » mobilisés dont 86% dans l'agglomération caennaise.

Au-delà de ces indicateurs socioéconomiques, c'est du point de vue de leurs motivations et revendications que les participant.es au « grand débat » apparaissent en décalage avec les « gilets jaunes », qui s'approprient l'espace public pour se faire entendre depuis cinq mois. Seuls 10% d'entre eux déclarent s'être déjà mobilisés avec les « gilets jaunes », s'étonnant même pour partie que cette question leur soit posée alors que le « grand débat » en découle bien⁸. Assez loin des préoccupations liées à la baisse du pouvoir d'achat et à la précarité de la vie quotidienne, de la critique des élites ou de la volonté d'un partage des richesses et du pouvoir caractérisant les « gilets jaunes » enquêté.es, 53% des participant.es du « grand débat », sondé.es à Caen, déclarent être venus pour « s'informer » et « échanger » avec leurs semblables. 38% mettent en avant leur souci de participation à la vie publique et démocratique, ou l'idée d'un « devoir citoyen ».

Si 19% attendent tout de même de voir ce qu'Emmanuel Macron et son gouvernement tireront du « grand débat », les affinités politiques déclarées par ses participant.es à Caen révèlent une certaine proximité avec le gouvernement. En effet, 37% des participant.es sondé.es affirment avoir voté pour Emmanuel Macron au premier tour des élections présidentielles de 2017 – contre 18,2% des inscrit.es à l'échelle nationale⁹ –, et 74% au second tour – contre 43,6% des électrices et électeurs en France. Représentant pourtant respectivement 16,1% et 22,4% des inscrit.es aux premier et second tours, les électrices et électeurs de Marine Le Pen apparaissent inversement tout simplement absent.es du « grand débat » caennais. Dans le même sens, les abstentionnistes, représentant pourtant à l'échelle nationale 22,2% et 25,4% des inscrit.es aux premier et second tours, ne composent que 10% des participant.es aux réunions d'initiative locale caennaises pour les deux tours. Notons enfin la sensible surreprésentation des électrices et électeurs de Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon qui représentent respectivement 22% et 18% des participant.es sondé.es au Mémorial, contre 14,8% et 4,8% des inscrit.es français.es en 2017.

Conformément aux premiers travaux de portée nationale¹⁰, à Caen, le « grand débat » a moins suscité l'intérêt des gilets jaunes, qui en auront pourtant été le déclencheur, que celui d'une partie socialement installée de la société, souvent électoralement proche d'Emmanuel Macron. Ces constats viennent encore remettre en question l'exercice du « grand débat » alors que les conclusions doivent en être tirées prochainement par le Président de la République.

Charif ELALAOUI, sociologue, CERReV - Caen
Antonin GIRARDIN, géographe, ESO - Caen
Métilde HAVARD, géographe, ESO - Caen
Renaud LARIAGON, géographe, ESO - Caen
Laura PAUCHARD, ingénieure d'études, ESO - Caen
Pauline SEILLER, sociologue, CERReV - Caen
Etienne WALKER, géographe, ESO – Caen

⁸ 6% des participant.es sondés au « grand débat » caennais se déclarent même explicitement contre le mouvement des « gilets jaunes » et/ou plaignent le président Macron d'être l'objet de critiques de leur part.

⁹ [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017/\(path\)/presidentielle-2017/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017/(path)/presidentielle-2017/FE.html)

¹⁰ FOURNIAU J-M., 12 avril 2019, Synthèse des travaux de l'Observatoire des débats, note de travail n°1, « Le « grand débat national » : un exercice inédit, une audience modérée au profil socioéconomique opposé à celui des gilets jaunes », 20 p.